

LETTRE A UN AMI DE GAUCHE

www.cambadelis.net

**Cette lettre est un manifeste
pour une nouvelle société dont
voici les grandes lignes**



PREMIERE PARTIE

La société décente
L'intégrité humaine
Reprendre le contrôle

DEUXIEME PARTIE

ESQUISSE DE LA NOUVELLE SOCIETE

I- PREMIER PRINCIPE

Rétablir la cohésion sociale

II- DEUXIEME PRINCIPE

Sanctuariser les services essentiels à
l'intégrité humaine

III- TROISIEME PRINCIPE

Reformuler la République

1. Le monopole de Bercy
2. La décentralisation effective

IV- QUATRIEME PRINCIPE

Une nouvelle politique économique

CONCLUSION

Quatre tuteurs d'une Nouvelle Société

Première partie



La société décente

Cher ami,

Nous pensons à eux. Les Français tout à coup enfermés, confinés, claquemurés. Levant la tête de leur écran au premier tousotement tel des biches entendant une branche craquer dans un sous-bois. On leur a dit que ce n'était pas grave. Puis une ancienne ministre a suggéré que nous fûmes imprévoyants. On leur a menti sur les masques. Puis on a dit qu'un pont aérien était en marche. Et toujours rien...



**On leur a menti sur les masques.
Puis on a dit qu'un pont aérien était en marche.**



Et toujours rien...

On a évoqué tout et son contraire sur la chloroquine, au point que les Français s'angoissent. Aurions-nous perdu du temps ? Peut-on faire confiance au savant de Marseille ? Les Français ont placé des espoirs de sortie dans les tests pour s'entendre dire qu'il n'y en avait pas, peu ou qu'ils sont non fiables.

On a indiqué qu'il n'était pas question d'utiliser le tracking pour se raviser le lendemain. Les Français voient le président et le gouvernement hésiter et mesurent la difficulté de la tâche.

Le président s'est exprimé avec humilité. Les Français ont été convaincus par la tonalité du discours mais peu par les mesures, en particulier le retour de leurs enfants à l'école sans masque et sans test.

Les Français redoutent évidemment la mort mais surtout qu'un parent ne meure sans avoir pu lui dire au revoir ou l'accompagner à sa dernière demeure. Ces milliers de peines individuelles qui finissent par faire un drame national.

Pour certains Français, l'attente est rendue difficile à cause d'un appartement exigü ou de faibles moyens pour se ravitailler.

Parfois, la violence éclate contre les femmes dans ce huis clos.

Parfois, ils partent au boulot la boule au ventre non pour eux mais pour leurs proches.

Parfois, ils ne comprennent plus rien, bombardés d'avis contradictoires, de « fake news », pendant que les professeurs de médecine sur les plateaux leur enjoignent de rester chez eux, seule arme contre une maladie qu'ils ne connaissaient pas bien. C'est le virus qui commande. Et s'il faut casser la chaîne de contamination, le confinement n'est que la réponse au manque de lits de réanimation.

Et puis... Et puis, peut-être, surtout, ils s'inquiètent pour demain, pour leur emploi, leur entreprise, leur récolte pendant que le Medef appelle au déconfinement et à travailler plus pour rattraper le temps perdu.

Et l'argent ? Les indemnités qui ne rentrent pas assez vite ?

Et pourtant, les Français applaudissent, chaque jour à 20h, pour soutenir les professions de santé. Ils regardent avec sympathie ces associations ou les collectivités qui, bravant le danger, organisent la solidarité.

Ils respectent les consignes de confinement. Certains ont quitté les villes mais la plupart sont là. 240 000 personnes se sont portées volontaires pour aider l'agriculture. Ils tentent, tant bien que mal, à faire les cours à leurs enfants, sûrs d'une année perdue. Des enfants marqués à jamais par ces jours sans fin et cette angoisse partout. Des Français sans leurs ami.e.s, leurs parents, leurs sorties pour ce printemps et ces cerisiers en fleurs.

Ils ont la certitude que l'on s'en sortira ensemble mal-

visoire des certitudes, la possibilité de modifier les modèles en vogue ou l'état spontané des choses.

La gauche a longtemps prêché dans le désert contre le libéralisme économique et le tout marché.

J'ai moi-même écrit, en vain, en octobre 2017, les 21 conditions d'un nouveau progressisme dans un essai « la gauche de demain sera Girondine » [1].

J'ai vu une partie de la gauche se décider à accompagner le libéralisme au nom du pragmatisme, une autre à camper sur la dénonciation au nom de la résistance.

Les gauches se sont profondément divisées. Nous l'avons tous regretté. On a même dit qu'elles étaient irréconciliables pour mieux se réconcilier avec le libéralisme. On a même craint qu'elles ne quittent l'Histoire ...

Quand tout à coup : un Big Bang dû à une pandémie produit l'impensable.



J'ai moi-même écrit, en vain, en octobre 2017, les 21 conditions d'un nouveau progressisme

« la gauche de demain sera Girondine »



gré le stress et les insomnies. Ils ne polémiquent pas et souscrivent à l'union dans l'épreuve, même s'ils n'en pensent pas moins.

Dans ce moment extraordinaire où leur destin semble suspendu, les Français, comme des millions de gens sur la planète s'interrogent : « où allons-nous ? Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Peut-on changer le cours des événements ? Demain pourrait-il être meilleur ? ».

Alors, cher ami, s'il faut leur laisser la parole, les écouter, il faut répondre, sortir du gouffre dans lequel l'histoire de nos divisions nous a plongés. Nous devons donner des clés, offrir un nouveau chemin et l'espoir des lendemains qui changent.

Seuls les grands chocs de l'Histoire offrent, l'espace d'un moment, cette grande interrogation, la fin pro-

Le système capitaliste libéral s'arrête ; le confinement est mondial, l'interrogation générale.

La mort frappe les sociétés les plus développées comme les émergentes ou les plus pauvres. La mort surgit dans la modernité qui la tenait à distance.

La mort s'est invitée au banquet de la société immatérielle. L'anxiété devient planétaire. Elle va durer, le spectre d'une alternance de confinement et de déconfinement pour des mois, voire des années, se profile. On peut même dire qu'une psychose, au-delà du drame, s'est emparée du monde. Elle débouchera sur des exigences, des interpellations, des mises en cause.

Il y a déjà plus de 138 000 morts dans le monde. Combien seraient-ils sans le confinement ? On nous dit « dix fois plus ». Près de 4 milliards d'individus sont confinés. Des millions sont contaminés. Nous écoutons ces chiffres, hallucinés et interdits comprenant que c'est l'humanité tout entière qui est touchée.

[1] A lire en cliquant sur ce lien - Un essai sur « la gauche de demain sera girondine » Fondation Jean-Jaurès

Cher ami,

Nous percevons, confusément, l'entrée, par inadvertance, dans un nouveau monde.

Le siècle commence aujourd'hui, comme le précédent avait débuté avec l'assassinat le 28 juin 1914 de l'archiduc François Ferdinand de Habsbourg ouvrant un siècle de guerres, de révolutions ou de décolonisations. Les siècles s'ouvrent toujours sur des drames. Car l'histoire humaine est dramatique.

Nos certitudes, nos idoles, sont tout à coup brisées.

Nous étions sûrs que le H1N1, le SRAS ou l'Ébola étaient réservés à l'Asie. Certains que la belle intelligence artificielle et les statistiques donnaient un temps d'avance et maîtrisaient l'inconnu. Nous avons vaincu la peste, le choléra, la variole, la poliomyélite voire la tuberculose ...

Nous sommes tombés dans l'excès de confiance. Nous avons perdu le sens des priorités.

Même l'avenir de la planète semblait secondaire aux yeux du dieu marché.

Il en fut de même en Grande-Bretagne, aux États-Unis, au Brésil, qui refusèrent le confinement pour protéger les profits.

Le choc pandémique a fait, pour un moment, voler en éclat cette certitude libérale.

La gauche peut pour une fois penser le monde et ne pas seulement le panser.

L'Homme, l'intérêt commun, devient l'espace d'un instant supérieur à l'économie et la société marchande. Et, pour la France confinée, l'échelle des valeurs a changé.

Cher ami,

C'est alors un deuxième choc qui vient abasourdir les Français : L'État jacobin est nu. C'est un état imprévoyant, impécunieux, et lourd qui vient de se révéler



Nous percevons, confusément, l'entrée, par inadvertance, dans un nouveau monde.



Tout ce qui était bon pour le marché était bon pour la société. Le libéralisme recommandait de réduire dans les dépenses publiques. On les réduisait. On théorisaient ces derniers comme des servitudes pour l'économie. On privatisait, libéralisait, délocalisait. On recommandait de se concentrer sur ce qui était rentable. On liquidait les secteurs non hautement rentables. On investissait d'abord chez ceux qui dégageaient des surprofits. On ne voyait l'économie que par les dividendes. On en vint même à spéculer sur le blé, le café, le riz, le coton, le lait, des actifs pourris et même sur la spéculation elle-même.

Tout était bon pour le pognon. Le fol amour du profit régénait nos vies.

Pendant cette quête effrénée, l'humain disparaissait derrière les exigences de l'économie libérale et sa logique de maximiser les bénéfices.

aux Français.

Tout à coup, il manque de tout, des masques, des respirateurs des lits, des tests, des médecins, des infirmiers, des infirmières.

Ils se battent avec courage pour endiguer la pandémie et sauver des vies. Mais, ils sont exténués, traumatisés, bouleversés par l'afflux des malades qu'il faut ventiler coûte que coûte. Car la vérité est là, crue et violente. Nous n'avons pas de remède.

Les Français pensaient avoir la meilleure médecine du monde et la plus fiable. Serait-elle devenue une ligne Maginot dans cette guerre contre le coronavirus ? Selon l'indice Bloomberg, la France n'est pas dans les 10 premières nations dans l'efficacité de la santé. C'est excessif, voire injuste.

Peu importe, après le déclassement de nos universités, de l'enseignement et la désindustrialisation, cela fait sens.

L'État jacobin n'est plus adapté aux défis de notre époque.

Un nouveau compromis historique entre l'État et les régions, entre le régalién et le reste devient nécessaire pour retrouver l'efficacité de notre Nation.

La gauche peut à nouveau évoquer ce nouvel équilibre auquel les élu.e.s de gauche ont rêvé après Mitterrand, Mauroy, Rocard ou Defferre.

La gauche peut enfin dire qu'il faut reconstruire autrement l'intérêt général de la nation.

Et puis un troisième choc va advenir. Une nouvelle vague de désolation s'annonce : celle de la récession économique. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime à 25 millions le nombre d'emplois perdus et à 1,5 milliards d'emplois à terme.

Des secteurs entiers de la production et des services seront à terre. Le produit intérieur brut plongerait de 8%, le pire recul depuis 1945. L'économie serait sous respiration artificielle. La dette va donc augmenter et son service coûterait encore plus cher, pesant sur les

Cher ami,

Tu es rentré en politique la torche à la main, la justice au cœur et l'espoir de plonger dans les grands tourments de l'Histoire.

Oui, l'histoire de notre pays et au-delà nous appelle. Ce n'est pas grandiloquent, on peut passer son chemin, vaquer à ses préoccupations domestiques, ou estimer que l'engagement a un sens : servir un idéal pour servir un pays.

Il nous faudra des idées claires, de la patience de l'intelligence mais aussi de la détermination. Les mois à venir seront décisifs. Oui, car c'est dans la crise que se constitue son débouché. Après, on commente les occasions perdues.

National-populiste, libéral-autoritaire, libéral-libertaire, gaullisto-souverainiste, écolo-libéral ou écolo-rupturiste, gaucho-populiste, les offres ne manquent pas.



L'Etat jacobin n'est plus adapté aux défis de notre époque. Un nouveau compromis entre l'Etat et le reste devient nécessaire pour retrouver l'efficacité de notre Nation.



investissements de l'État. L'inflation fera son retour au moment où le commerce extérieur plongerait.

Une spirale type années 30 peut s'enclencher, source de colères, de populisme, de nationalisme, mais aussi génératrice de dévouements, de solidarité, de générosité. Les deux seront à la lutte.

Le marché, le libéralisme, l'État jacobin vont être questionnés pendant que les règlements de comptes se multiplieront.

Mais nous sommes aussi instruits par l'Histoire. Face à la catastrophe, la tentation est toujours grande de réduire les libertés et de concentrer les pouvoirs.

La gauche doit, elle, proposer son nouvel axe : elle doit se présenter avec son nouveau drapeau. La social-démocratie attendait les dividendes de l'État providence.

La nouvelle gauche doit mettre l'intégrité au cœur de la production du marché et des échanges.



C'est l'heure de la

« GAUCHE DE L'INTÉGRITÉ HUMAINE »

Économie, écologie, pacte républicain, services publics, sécurité, éducation, santé, culture, tout doit concourir à

une nouvelle société, la société décente

où le commun est la préservation de l'intégrité humaine.

Un exemple ? S'il ne faut pas s'interdire d'explorer les opportunités des technologies nouvelles, il ne faut pas ouvrir la boîte de Pandore du traçage des individus sur tous les sujets. Comme disent les anglo-saxons, « quand on commence, on ne s'arrête plus ».

Les libertés individuelles sont constitutives de l'intégrité du genre humain. L'éthique dans le big data est un enjeu aussi déterminant que les questions autour du génome humain en biologie. Dans ces domaines, comme dans bien d'autres, l'intégrité humaine c'est le refus de l'abandon de toute souveraineté humaine au

Cher ami,

Je te dessine maintenant, et seulement à grands traits, ce que pourrait être une nouvelle société. Car le temps des programmes octroyés n'est plus de mise. Ces programmes qui descendent d'en haut ne touchent personne. Et il faut, en ce domaine, faire preuve de modestie. Mais je ne crois pas non plus aux débats sans limites, ni temps mort, qui tiennent de l'occupationnel.

Car à la fin, quand tout le monde a parlé, il n'en sort rien. Il faut écouter, assurément ; ce n'est pas la qualité première de nos contemporains. Mais aussi dire ce que nous voulons pour que le débat ait un débouché.



L'enjeu du siècle qui vient de s'ouvrir dans l'économie, la technologie, le climat...



REPRENDRE LE CONTRÔLE !

profit d'une entité qui lui est extérieure. Il ne s'agit pas de nier les avancées technologiques de toutes sortes, mais bien de les mettre au service de l'Homme.

Voilà l'enjeu du siècle qui vient de s'ouvrir dans l'économie, la technologie, le climat ou l'information.

Reprendre le contrôle, c'est congédier l'égoïsme du chacun pour soi de la société marchande et retrouver la solidarité ; c'est notre combat de société que nous aurons à décliner ; c'est le moment de sortir de la gestion avant d'y revenir ; c'est le moment pour ce faire de dessiner une nouvelle société.

ESQUISSE DE LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

Nous voulons une nouvelle société qui fasse de l'intégrité humaine le cœur de toute chose ; c'est son principe fondateur. Une société décente régie par le bien commun, c'est son but. La volonté de reprendre le contrôle en sera son viatique.

Je te propose 4 principes et quelques exemples.

Deuxième partie :

ESQUISSE DE LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

1

Premier principe

Rétablir la cohésion sociale

L'individualisme consommateur et la marchandisation du monde ont fait éclater la solidarité. Celle-ci fut reléguée ou déléguée.

Il n'y a pas de société sans cohésion sociale. Sinon, c'est le désordre et le règne des hordes.

La cohésion sociale a un triple aspect : tendre vers l'égalité sociale, assurer la liberté des citoyens, créer les conditions du vivre ensemble.

Il faut rétablir ce triptyque, le reformuler à l'aune des défis de notre siècle.



La lutte contre le burn-out, le rétablissement de la prise en compte de la pénibilité, les discriminations à l'embauche, la réduction de l'échelle des salaires...



Cela commence par revenir sur ce qui a affaibli cette cohésion dans la dernière période : la mise au pain sec des services publics, la cale sèche du logement, le quasi-blocage des salaires, à commencer par le SMIC, le pataquès des retraites. Mais, surtout, la réforme de l'allocation chômage. Car nul ne peut penser aborder la crise qui vient en jetant par-dessus bord la protection des chômeurs.

Le pays a besoin d'un nouveau cours. Le libéralisme n'étant plus de saison, on ne peut espérer l'union nationale sur un programme qui divise la Nation elle-même.

...

La protection sociale doit devenir la priorité nationale, non point par nostalgie ou esprit de système, mais parce que le libéralisme et la révolution de l'immatériel ont mis la question sociale à l'ordre du jour en tentant de la nier.

Ce combat prend des visages différents. Mais il tend à protéger les individus face à la logique aveugle du marché.

Voilà pourquoi la sécurisation des parcours professionnels est déterminante. Mais nous pourrions ajouter pêle-mêle la lutte contre le burn-out, le rétablissement de la prise en compte de la pénibilité,

les discriminations à l'embauche, la réduction de l'échelle des salaires, l'augmentation des minima sociaux, l'égalité femme-homme.

Ceci doit pouvoir être défendu dans les différents conseils des entreprises où les syndicats doivent accéder à la réelle co-décision du social dans l'entreprise.

Mais il est tout autant nécessaire d'investir dans le maillage social en soutenant les collectivités locales et le mouvement associatif en première ligne dans la lutte contre le déclassement ou le soutien aux plus démunis.

Le nouveau contrat social doit permettre de dégager l'individu de « l'emprise », c'est-à-dire de son asservissement à autre chose que lui-même.

Et la première emprise est celle de l'homme sur la femme. La domination sexuelle, économique, sociale ne peuvent faire une société décente. Non seulement il faut l'égalité salariale, mais se donner les moyens dès l'enfance d'une maîtrise de l'égalité, ce qui ne saurait dire l'abolition des genres.

Le Règlement Général sur la Protection des Données

Il s'agit là de reprendre la maîtrise de notre destin humain. C'est cela, reprendre le contrôle.

Les juges doivent être pleinement indépendants et les droits de la défense pleinement respectés

La rupture définitive des liens du parquet avec le ministère doit avoir comme contrepartie la réévaluation des droits inaliénables de la défense. Et pour que l'instruction soit à charge et à décharge, la défense doit pouvoir, tout au long de l'instruction et à égalité de temps et de moyens, exercer ses droits. On a tort à gauche de se désintéresser de la justice et de son état.

On a découvert la santé en difficulté ; ne découvrons pas trop tard la situation de notre justice ; n'ignorons pas celle de nos prisons au bord de la rupture, faute de places ou de peines de substitution.



On a découvert la santé en difficulté ; ne découvrons pas trop tard la situation de notre justice, de nos prisons, faute de places ou de peines de substitution.



(RGPD) doit être constitutionnalisé. Et donc le Conseil Constitutionnel doit en être le garant, au même titre que la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

L'éthique dans la biologie doit être tout autant défendue. Le débat doit sortir du domaine des experts.

La lutte pour le climat est devenue vitale. C'est une exigence transversale constitutive du nouveau contrat social. Pas une loi, pas une mesure qui ne soient subordonnées à cet impératif catégorique. Visons l'excellence et la référence mondiale en ce domaine, comme nous l'avons été pour les droits de l'Homme (transport, eau, énergie...). Non seulement le ministre de l'Ecologie doit être le premier ministre d'État, mais aussi, il faudra modifier la Constitution pour créer une neuvième commission chargée de l'écologie et de la biodiversité.

La recherche est le pétrole des pays qui n'en ont pas. L'investissement dans la recherche aujourd'hui, c'est obtenir un temps d'avance dans un monde où l'innovation est le nerf de la compétition.

La laïcité est tout autant essentielle. Il ne s'agit pas d'une marotte française. Ce n'est pas seulement le droit de croire ou de ne pas croire, voire le moyen d'un vivre ensemble. La laïcité est d'abord la garantie du libre arbitre. Et ceci est constitutif du principe de liberté, protecteur de l'intégrité.

La laïcité est la base de la liberté d'expression et du refus de délit de blasphème. Elle motive notre intransigeance. Je dis bien notre intransigeance vis-à-vis du séparatisme intégriste et du racisme stigmatisant, puis excluant, qui est son exact symétrique.

Il n'y aura pas de cohésion nationale avec une France à plusieurs vitesses : les métropoles, les quartiers suburbains, les rurbains, les ruraux. Casser les ghettos, construire des villes nouvelles combinant le beau et l'égalité d'accès aux services publics doivent être recherchés, avec des transports propres, du haut débit, une santé accessible.

Mais tu en conviendras, cher ami, l'urgence, c'est un plan de 100 000 logements sociaux par an qu'il nous faut lancer. Il n'y a pas d'égalité possible sans l'accès pour tous à un logement décent. L'aménagement du territoire ne peut être réservé à des sous-ministères. En partenariat avec les régions, il doit être le levier de l'égalité.

Il n'y a pas enfin de cohésion sans lutte contre les discriminations, le racisme pour les noirs, les Arabes la plupart du temps, mais parfois les blancs aussi. L'antisémitisme, sous quelque forme que ce soit, ne peut être toléré. On ne peut accepter la mise en cause d'une religion. Mais on ne saurait tout autant accepter qu'elle impose à la société ses références ou sa vision sociétale.

Les accidents de la vie, les maladies, les handicaps ne peuvent être source d'une exclusion. La société doit créer les conditions d'un vivre ensemble bienveillant.



Il n'y aura pas de cohésion nationale avec une France à plusieurs vitesses...

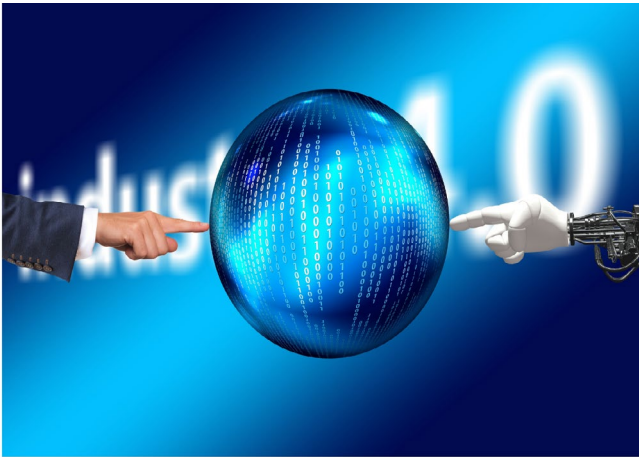
Casser les ghettos, construire des villes nouvelles combinant le beau et l'égalité d'accès aux services publics doivent être recherchés, avec des transports propres, du haut débit, une santé accessible.



2

Deuxième principe

Sanctuariser les services essentiels à l'intégrité humaine



Il y a dans nos sociétés le secteur marchand et le secteur non marchand.

Depuis le milieu des années 80, les libéraux ont fait de l'extension du domaine marchand le moteur de leur politique.

Nous revendiquons, nous, l'économie mixte. Nous revendiquons l'existence DE SERVICES ESSENTIELS échappant aux lois du marché. Ce qui ne saurait dire qu'ils soient obligatoirement publics. L'investissement privé, s'il y a lieu, doit concourir à l'intérêt général.

Les services essentiels à la Nation sont : la santé, le logement, l'éducation, le mouvement associatif, la recherche, la culture, l'écologie,

Nous revendiquons, nous, l'économie mixte. Nous revendiquons l'existence DE SERVICES ESSENTIELS ...

l'agriculture et le grand âge.

Les domaines régaliens de l'État sont : la sécurité, la défense, la justice, la diplomatie et la levée de l'impôt qui doit, en partie, être partagée avec les régions.

Les services essentiels doivent être protégés. Les services de l'État doivent avoir les moyens de protéger.

Au-delà des services publics déjà présents, la préservation des services essentiels doit trouver sa place dans la Constitution.

Cher ami,

Prenons quelques exemples de ce que pourrait être une politique. Je te parle de politique, pas de technique.

La santé est une nécessité, ce n'est plus malheureusement à démontrer.

La médecine doit être préventive, pas seulement grâce à des algorithmes.

Le bilan de santé pour chacun doit devenir un droit.

Le combat contre l'obésité, le diabète et les maladies cardiovasculaires doivent être une priorité nationale.

La santé tout au long de la vie est donc un droit essentiel de l'intégrité humaine.

La durée de vie pose la question des conditions acceptables du grand âge et les moyens afférents à cet état.

Il ne saurait être de société décente sans fin de vie décente. On juge aussi une société à l'intérêt qu'elle porte à ses aînés.

Une loi sur le grand âge doit, après les décès liés à la canicule ou au coronavirus, aborder tous les aspects du vieillissement.

La lutte déterminée contre les perturbateurs endocriniens et la malbouffe (sucre, sel, gras etc...) doivent être menées. Elle nécessite des circuits courts et de

l'agroécologie, et donc d'accompagner donc l'agriculture, premier bien de la Nation.

L'éducation tout au long de la vie ne saurait faire oublier le nécessaire apprentissage des fondamentaux. L'école, c'est l'instruction pour la vie. Il nous faut donc introduire deux nouvelles matières très tôt : la formation au climat et aux nouvelles technologies.

Quant à l'instruction civique, elle ne saurait être moins importante que les mathématiques.

C'est l'orthographe et la grammaire de la citoyenneté.

« Mettre le paquet » sur la petite enfance où l'individu se fait, et sur l'université où la France à venir se construit. Il s'agit des pierres angulaires de toute politique éducative.

La culture qui fut une préoccupation de chaque instant de Charles de Gaulle et de François Mitterrand est devenue marginale ou déléguée principalement aux collectivités locales.

Il fut un temps où gauche et culture allaient de pair. Il s'agissait non seulement de la démocratiser comme le souhaitait Malraux, mais aussi de co-produire une nouvelle société. Avec l'essor du Théâtre National Populaire (TNP), du festival d'Avignon, de la nouvelle vague, du

nouveau roman, du renouveau de l'architecture, de la peinture, des festivals de musique, la gauche a été à l'unisson de ce mouvement, s'en nourrissant, la nourrissant. Depuis, elle a laissé tomber la culture qui le lui a bien rendu.

Il n'y a pas de cohésion nationale sans une grande politique culturelle et les moyens qui aillent avec.



La lutte déterminée contre les perturbateurs endocriniens doit être menée. Elle nécessite des circuits courts et de l'agroéconomie.

L'école, c'est l'instruction pour la vie ...



3 Troisième principe

Reformuler la République



Il ne s'agit pas d'abord d'un problème de numéro, mais tout y concourt.

L'introduction de nouveaux droits, de nouvelles références et d'une nouvelle architecture pourraient déboucher sur une nouvelle République.

Le général de Gaulle, dans son discours de Bayeux du 16 juin 1946, dit clairement que « le trouble dans l'État a pour conséquence inéluctable la désaffection des citoyens pour les institutions ».

Nous y sommes. Il en conclut qu'il faut « des institutions d'aujourd'hui pour des Français d'aujourd'hui ». L'objectif fut la centralisation du



La centralisation jacobine codifiée par la Ve République étouffe l'esprit d'initiative français, stérilise la démocratie et entrave le ressort des régions.



pouvoir pour reconstruire l'État, décoloniser, avancer vers l'Europe et optimiser l'État-providence.

La Ve République n'a pas été sans critiques, défauts ou dérives, que ce soit chez Pierre Mendès-France ou François Mitterrand et dans toute la gauche.

Les conditions de son évolution n'étaient pas réunies : en tout cas, visiblement majoritairement pas réunies.

C'est aujourd'hui le cas !

L'objectif aujourd'hui est de redonner de la liberté, de la co-décision pour accompagner les tâches de la mutation économique, écologique et de l'intégrité humaine.

La centralisation jacobine codifiée par la Ve République étouffe l'esprit d'initiative français, stérilise la démocratie et entrave le ressort des régions.

Je te propose deux axes de refonte :

1. D'abord, le premier axe viserait le monopole de Bercy

Les finances (Bercy) assument des pouvoirs qui devraient normalement être dévolus aux pouvoirs judiciaires et législatifs. C'est le cas, d'un point de vue budgétaire. Bercy, et plus particulièrement la direction du budget, évalue et ordonne les dépenses publiques. Nous avons le seul Parlement au monde qui est limité drastiquement dans son droit d'amendement du budget par l'article 40 de notre Constitution. Cela permet à Bercy de faire le budget et de décider par des hauts fonctionnaires à la place des parlementaires.

Il faut supprimer l'article 40 : il est temps de libérer le Parlement.

Dans le même temps, le budget de la Nation n'a ni visibilité ni réelle évaluation. Il faudrait donc que ce qui fût hier dévolu au Plan le soit au niveau du Parlement avec les moyens afférents ou au Conseil économique social et environnemental (CESE) dont la composition doit refléter la Nation et les régions.

La Cour des Comptes doit devenir le bras armé du Parlement dans le contrôle de l'État et de la dépense publique nationale ou régionale.

La rupture avec la monarchie républicaine doit s'accompagner d'une réelle proportionnelle et d'une prime majoritaire.

Enfin, la démocratie doit être participative. Moyennant un chiffre à déterminer de citoyens dans un nombre déterminé de régions, un débat peut s'imposer dans les Assemblées.

S'il ne faut pas toucher au bicamérisme, il faudra accentuer la représentation des collectivités à l'exemple du Sénat en Allemagne.

Le co-projet d'intérêt général entre les collectivités locales et le mouvement associatif serait encouragé et financé. Il serait ainsi reconnu au mouvement associatif le statut de partenaire citoyen.

Deuxième pilier. Donner aux régions la compétence pleine dans les matières déjà transférées par l'État. La fin pour l'État du domaine partagé avec les régions. Le principe de la libre administration des collectivités locales doit être rétabli.

Troisième pilier. Le transport routier, l'aménagement, l'urbanisme commercial, la transition écologique et l'administration de l'éducation reviennent aux régions.



La vraie décentralisation, c'est l'autonomie financière, une fiscalité propre à chaque niveau de collectivité... Donner aux régions la compétence pleine ...



Nous voulons une autre évolution, un nouveau compromis historique entre un État concentré sur le régionalien et une décentralisation effective.

2. Le deuxième axe de refonte serait la décentralisation effective

Celle-ci a trois piliers :

Premier pilier. La vraie décentralisation, c'est l'autonomie financière, une fiscalité propre à chaque niveau de collectivité, une part de la TVA et des droits de mutation. Chaque année, des ressources doivent être allouées aux régions dans le cadre d'une conférence budgétaire. Nous passerions ainsi d'un budget octroyé à un budget librement administré.

En contrepartie, les régions doivent organiser un budget participatif. Et l'assemblée des collectivités locales et régionales est consultée pour avis.

Ensuite, le rôle des préfets doit être redéfini et essentiellement se concentrer sur le domaine de la sécurité publique.

L'État régalien doit d'abord assurer la sécurité de tous. S'il faut changer l'architecture du ministère de l'Intérieur [2], s'il faut casser les bandes qui enfreignent les lois de la République, s'il faut assurer l'ordre dans chaque territoire, il est nécessaire d'inventer une coproduction de sécurité en combinant police municipale obligatoire dans chaque commune moyennant un fond de péréquation et police nationale. Créer une véritable garde nationale citoyenne permettrait de compléter le dispositif.

La Défense nationale a son Livre blanc. La guerre bactériologique doit être à l'évidence approfondie. Un partenariat européen serait construit pour obtenir notre propre production de drones avec Airbus.

[2] A lire sur le site du JDD – Tribune sur la sécurité

Et les Affaires étrangères nécessiteraient un redimensionnement stratégique. Puissance d'influence, nous ne pouvons peser sur le monde que par des coalitions. C'est le but qui crée la coalition.

Et la première d'entre elles est l'Euro-Méditerranée nécessaire à une Euro-Afrique.

C'est avec le juste échange que nous devons normaliser nos relations avec la Chine. D'abord, en introduisant la nécessaire réciprocité dans nos échanges, ensuite en assurant la protection de nos services essentiels comme la santé.

La France devra, tout autant, réévaluer sa position stratégique dans l'OTAN, au regard de l'instabilité américaine du moment : soit l'OTAN redevient un strict système de défense et il n'y aurait pas de raisons de la quitter, soit il s'agit d'un « campisme » occidental antichinois ou Russe subordonné aux intérêts des Etats-Unis et ceci se heurte à une stratégie nouvelle de coalition. Dans ce cas, il faut quitter l'OTAN.

Enfin, l'Europe coopérative posera nécessairement la question allemande. Elle est devenue, au nom de l'axe franco-allemand, l'impensé de la diplomatie française.

Jurden Habermas nous expliquait récemment que les Français ne comprenaient pas madame Merkel « qui est une nationaliste allemande » et on ne s'étonnera donc pas de sa conception de « Europe allemande ».

Il faudra donc - et de nombreuses voix s'élèvent en Allemagne en ce sens - poser la question de l'Allemagne européenne, mettre en œuvre les moyens de « la pression amicale » pour débloquer le verrou allemand à l'approfondissement de la coopération. Il n'y aura pas d'avancée en Europe vers une Europe coopérative sans cela. La coalition de chefs d'États sur les « eurobonds », à laquelle participe la France, en est le premier acte.

L'ensemble de cette nouvelle architecture républicaine serait soumise à référendum et ouvrirait le chemin d'une VIe République. Il restera à trancher de la place effective du président et du premier ministre.

Puissance d'influence, nous ne pouvons peser sur le monde que par des coalitions. Et la 1ère d'entre elles est l'Euro-Méditerranée nécessaire à une Euro-Afrique.



4 Quatrième principe

Une nouvelle politique économique



Il y aura l'urgence pour que le pays ne s'effondre pas.

J'ai fait 15 propositions en ce sens [3], auxquelles il faut ajouter la non-distribution des dividendes pour les entreprises soutenues par l'État, et bien sûr, spécifier qu'il s'agit d'une relance verte.

Mais, il devient évident, qu'il sera ensuite nécessaire de **rebâtir un consensus économique** qui ne soit plus celui de Washington (base des recettes néolibérales).

La question qui nous sera posée, au-delà de la

**Il y aura l'urgence pour que le pays ne s'effondre pas.
J'ai fait 15 propositions en ce sens ...
En spécifiant qu'il s'agit d'une relance verte.**

crise sanitaire et économique, semble simple, à partir du moment où on veut s'exonérer des principes afférents aux politiques néolibérales.

Il s'agit du comment consolider et mesurer une croissance, non en termes quantitatifs, mais également en matière de progrès humain, socialement inclusif et environnementalement soutenable : introduire dans le but de l'économie une autre finalité et donc, une autre mesure que la seule rentabilité du capital.

Il est indéniable que le progrès humain réside dans une allocation de départ dans la vie qui rétablisse l'égalité de départ.

N'est-ce pas ce que conjoncturellement les États-Unis ont fait en distribuant 1000 \$ par habitant au début de la crise ?

Je l'ai écrit : la France pourrait commencer par une allocation de 1000 à 2000 € de « nouveau départ » au lendemain de la crise sanitaire [4].

Plus profondément ou de manière durable, le « revenu de base », préconisé par 19 présidents de conseils départementaux, va dans ce sens.

Il ne s'agit plus de la main invisible du marché mais de la main visible de la volonté.

La réforme fiscale doit enfin permettre de s'attaquer à la rente et aux niches fiscales ; la logique visant à retrouver de la progressivité et une forme d'égalité devant l'impôt.

Tout autant, l'éventail des salaires ne saurait perdurer dans les proportions telles que nous les connaissons aujourd'hui.

Mais le second pilier d'une nouvelle politique réside dans **la révolution de l'immatériel**. L'ère du numérique est le Nouvel Âge de l'humanité. Cette révolution pose le problème de sa maîtrise et de la souveraineté technologique. La maîtrise réside tout autant dans la formation que dans l'éthique.

[3] A lire en cliquant sur ce lien – Propositions sur le plan d'urgence face à la catastrophe

[4] A lire en cliquant sur ce lien - Propositions sur le plan d'urgence face à la catastrophe

Capteurs d'informations, connexions entre objets, progrès des logiciels, robotisation, éducation, santé, agriculture, culture, information, sécurité et bientôt la guerre, rien n'échappe à cette double révolution anthropologique et économique dont l'essence est la collecte des données.

Maîtrise et éthique sont des enjeux de société tout autant que la souveraineté.

La possession des données par les géants de l'information se fait au détriment des consommateurs : tout le monde en convient.

La question éthique et la soutenabilité du numérique en matière d'énergies et de matériaux doivent être aussi posées mais tout autant que celle de la souveraineté. Un Yalta du numérique entre la Chine et les États-Unis est en gestation derrière le coup de menton : c'est l'objet même de la guerre commerciale.

Le refus que la France et l'Europe tombent dans une tiermondisation numérique est un enjeu stratégique.

L'effort, en ce domaine, doit être équivalent à celui du général de Gaulle pour la maîtrise du nucléaire et entraîner l'Europe.

Nous avons les mathématiciens et les ingénieurs pour cela. Mais, 40 000 ingénieurs par an sont notoirement insuffisants.

Enfin, la connectivité doit devenir un droit. Les inégalités se creusent entre les générations et dans la population.

Notre nouvelle frontière se situe dans ce combat global.

L'apport du numérique sera déterminant dans de nombreux domaines, particulièrement dans celui de la santé.



L'ère du numérique est le nouvel Âge de l'humanité Cette révolution pose le problème de sa maîtrise et de la souveraineté numérique...



Il est impensable que ce que les Européens ont réussi avec Galileo, Ariane, ou l'aéronautique, ne soit pas possible dans ce domaine.

La Chine a le principal monopole des matériaux rares. Les États-Unis dominent dans la collecte des données. L'Europe doit trouver sa place.

Il est nécessaire, dans le même temps, de créer une doctrine antitrust qui ne réside plus dans les parts de marché mais sur les données et les « touchpoints » ou nombre de points de contact.

Mais le numérique va aussi bouleverser l'organisation même de l'État. La plateforme de celui-ci est en marche. Il ne saurait être question que, dans la nouvelle société, cette révolution soit aux mains d'une ou des puissances étrangères.

Mais c'est la complémentarité entre le numérique et le climatique qui constitue le troisième pilier d'une nouvelle politique économique. Tout a été dit sur le climat. Nous avons mis cette question posée à l'humanité avec la COP 21 à l'agenda du monde. L'apport du digital et celui de la modélisation sont indispensables à la maîtrise climatique.

Ce METI (Ministry of Economy, Trade and Industry), d'un genre nouveau (écologie, numérique, économie, recherche et commerce extérieur), doit être le fer de lance de la nouvelle politique économique.

C'est un Bing Bang écolo et numérique qui est le moteur économique de la nouvelle société.

Cette politique économique doit s'accompagner d'une nouvelle stratégie dans la mobilisation, le juste échange et une vision nouvelle de l'Europe : l'Europe coopérative [5].

Conclusion

Quatre tuteurs d'une Nouvelle Société



Voilà ce qui pourrait être les 4 tuteurs d'une Nouvelle Société.

La crise sanitaire et les crises qu'elle met à l'ordre du jour offrent à la gauche l'opportunité d'un nouveau destin en créant un nouveau dessein.

Le problème n'est plus tout à fait dans les combinaisons électorales ; encore que l'unité reste une nécessité mais dans l'élaboration collective d'une nouvelle ère à gauche pour une Nouvelle-France.



LA GAUCHE A RENDEZ-VOUS AVEC L'HISTOIRE ET SON HISTOIRE !



Il n'y a rien de plus utile et de plus passionnant que de rentrer dans la nouvelle histoire comme le firent nos devanciers, révolutionnaires, républicains, ou penseurs du Conseil national de la Résistance (CNR).

LA GAUCHE A RENDEZ-VOUS AVEC L'HISTOIRE ET SON HISTOIRE !

Suivez-moi!

 @jccambadelis

 @jccambadelis

 @jcambadelis

 Jean-Christophe Cambadelis

www.cambadelis.net